Nkurunziza ne figure pas parmi les personnes visées par les sanctions de l'UE

@rib News, 01/10/2015 â€“ Source AFP L'Union europÃ©enne a adoptÃ© jeudi des sanctions contre quatre personnes dont les actions compromettent la dÃ©mocratie ou font obstacle Ã la recherche d'une solution politique Ã la crise actuelle au Burundi, selon un communiquÃ©. L'UE a adoptÃ© des restrictions en matiÃ¨re de dÃ©placements et un gel des avoirs Ã l'Ã©gard de ces quatre personnes, qui ne sont pas nommÃ©es dans le texte. Elle prÃ©cise que ces personnes sont impliquÃ©es dans des actes de violence, de rÃ©pression, ou d'incitation Ã la violence, y compris par des actes constituant des atteintes graves aux droits de l'Homme. Les sanctions avec les dÃ©tails doivent Ãªtre publiÃ©es au Journal officiel de l'UE vendredi, selon le communiquÃ©.

Des sources diplomatiques avaient indiquÃ© mardi que l'UE allait adopter jeudi des sanctions contre quatre proches du prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza, dont le troisiÃ¨me mandat contestÃ© a entraÃ®nÃ© le pays dans une spirale de violence. Les quatre personnalitÃ©s sont des hauts fonctionnaires occupant des postes clÃ©s en matiÃ¨re de sÃ©curitÃ©, avait expliquÃ© une source diplomatique. Le prÃ©sident du Burundi Pierre Nkurunziza ne figure pas parmi les quatre personnes visÃ©es car les EuropÃ©ens veulent donner une chance au dialogue avec lui, avait prÃ©cisÃ© un diplomate basÃ© Bruxelles. La candidature fin avril du prÃ©sident Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat a plongÃ© le Burundi dans une grave crise, marquÃ©e par des manifestations Ã©touffÃ©es via une sanglante rÃ©pression, et par une tentative dÃ©jouÃ©e de coup d'Etat militaire. Les principaux responsables de l'opposition et de la sociÃ©tÃ© civile burundaise considÃ¨rent ce troisiÃ¨me mandat contraire Ã la Constitution et Ã l'accord d'Arusha ayant mis fin Ã la guerre civile au Burundi qui fit 300.000 morts entre 1993 et 2006. L'opposition avait boycottÃ© l'Ã©lection qui a reconduit Pierre Nkurunziza au pouvoir le 21 juillet, lors d'une prÃ©sidentielle jugÃ©e non crÃ©dible au niveau international.